



DEMANTELEMENT DE LA VOIE PROFESSIONNELLE : POUR SUD EDUCATION, C'EST TOUJOURS NON !!!

N'Diaye, lors de son intervention sur France info le 5 mai, a donné les modalités concrètes de la réforme des LP voulue par Macron. Ces mesures annoncées nous montrent clairement le démantèlement voulu de la voie professionnelle.

La fermeture de nombreuses filières tertiaires ? Les collègues d'enseignement tertiaire pourront se tourner vers le 1^{er} degré ou en collège. Quelles compétences spécifiques de leurs enseignements vont-ils-elles donc pouvoir mettre en œuvre face à des élèves de primaire ? Ils-elles pourront également animer « par exemple le bureau des entreprises » au sein des LP. En quoi consiste cette mission ? Aucune information n'a été donnée par le ministre, qui a également évoqué des « formations en demi-groupes », demi-groupes dont nous avons besoin dans toutes les disciplines et toutes les filières pour transmettre les savoirs à nos élèves et qui nous sont refusés depuis des années pour des questions budgétaires !

« L'intérêt des élèves, c'est de ne pas être au chômage » : quel rapport entre le statut d'élève et le chômage ? Considérerait-on la voie professionnelle scolaire comme une structure visant à envoyer les élèves le plus tôt possible vers le monde du travail ? N'oublions que dans « Lycée Professionnel », il y a le terme « lycée », qui est avant tout un lieu de transmission des savoirs, qu'il s'agisse d'enseignement généraux et professionnels. Nous ne sommes pas une annexe de France Travail !

N'Diaye soulève le problème des recrutements d'enseignant-es dans les disciplines professionnelles. Augmentez nos salaires, donnez à nos élèves des conditions dignes de travail et d'acquisition des savoirs, donnez à nos collègues des conditions de travail supportables ! Des « professeur-es associé-es » seront rémunéré-es avec un « salaire correspondant », alors qu'ils-elles n'interviendront qu'une demi-journée par semaine dans les LP. Quel mépris pour nos collègues d'enseignement professionnel, à qui on ne propose aucune formation pour s'adapter aux évolutions technologiques, sous prétexte de « mettre un-e enseignant-e devant chaque classe » ! C'est enfin le « lien avec les régions » qui « doit d'abord viser l'emploi ». Quelle possibilité, pour les élèves, de changer de filière ? de s'ouvrir au monde ? Certain-es élèves pourront se diriger dans le supérieur. Comment pourront-ils-elles espérer étudier dans l'enseignement supérieur en ayant reçu un ersatz d'enseignements généraux, technologiques et professionnels avec un bagage intellectuel et professionnel amoindri ?

Nous dénonçons cette réforme, qui détruit les conditions de travail des élèves et des collègues et qui vise à former le plus tôt possible des travailleurs et travailleuses corvéables à merci !

SUD éducation 45 revendique :

- **le retrait immédiat de cette réforme, une politique qui dissocie clairement le statut scolaire et le statut d'apprenti-e et le retour au bac pro en 4 ans ;**
- **des dotations horaires augmentées qui permettront aux élèves d'acquérir tous les savoirs nécessaires, généraux, technologiques et professionnels, notamment par le travail en demi-groupes,**
- **le dégel du point d'indice afin d'attirer des candidat-es au concours et l'arrêt de recrutement à tout-va de vacataires, contractuel-les, de « professeur-es associé-es ».**